ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

pérennité des sites de production d'Alstom

Question au Gouvernement n° 411

Texte de la question

PÉRENNITÉ DES SITES DE PRODUCTION D'ALSTOM

M. le président. La parole est à M. Frédéric Reiss, pour le groupe Les Républicains.

M. Frédéric Reiss. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, je voudrais vous faire part de l'inquiétude grandissante des salariés d'Alstom à la suite de la fusion programmée avec Siemens, qui détiendra 50 % des parts dans le capital du futur groupe franco-allemand.

Le 4 octobre dernier, en réponse à une question de Ian Boucard – à qui j'adresse une pensée amicale *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR)* –, vous avez essayé de rassurer la représentation nationale en affirmant que tous les emplois seraient maintenus en France et tous les sites préservés, et en annonçant un comité national de suivi dont vous prendriez la présidence.

Or nous constatons un réel problème de sous-charge, surtout à partir de 2019. Dans l'usine de Reichshoffen, dans la circonscription dont je suis l'élu, la cadence de fabrication a été diminuée, passant à quarante trains par an, alors que le site serait capable d'en produire le double. On commence même à parler 10 % de baisse d'effectifs et d'un départ de toutes les activités de mécano-soudure et de peinture vers des pays à bas coûts.

M. Thibault Bazin. C'est dramatique !

M. Frédéric Reiss. L'appel d'offres pour les trains d'équilibre du territoire – TET – a encore été repoussé de trois mois, alors que cette commande publique pourrait être réglée depuis deux ans avec le contrat-cadre Régiolis, qui était pourtant la solution. Cet appel d'offres, voulu par le précédent gouvernement, sera un désastre financier qui aura pour conséquence que des chaudrons seront fabriqués en Pologne.

M. Thibault Bazin. Aberrant !

M. Frédéric Reiss. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous garantir qu'il n'y aura pas de suppressions de postes d'ici à la signature du contrat de mariage avec Siemens ?

J'entends bien les arguments en faveur de cette fusion et l'impérieuse nécessité de s'allier entre Européens contre la menace chinoise, mais comment l'État-stratège interviendra-t-il pour pérenniser les sites de production d'Alstom, qui est l'un des fleurons de l'industrie française ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. Boris Vallaud. Très bien !

M. Thibault Bazin. Nous, nous défendons la production en France !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le député, je connais votre attachement au site de Reichshoffen – croyez bien que je le partage – et à la préservation de l'emploi au sein d'Alstom. Permettez-moi toutefois une observation : la rupture de charge et les problèmes de commandes que vous évoquez n'ont absolument rien à voir avec la fusion entre Siemens et Alstom, car celle-ci n'a pas encore eu lieu et ces difficultés montrent bien, au contraire, qu'Alstom a besoin de se consolider avec un grand champion industriel allemand.

Pour ce qui est des sites, un engagement a été pris, dont je me porte garant, puisque je présiderai moi-même le comité national de suivi : aucun site industriel d'Alstom ne fermera après la fusion avec Siemens.

Ensuite, à nous de trouver les moyens de développer l'activité industrielle de chacun des sites. Sur le site de Reichshoffen, comme vous l'avez dit vous-même, il s'agit des trains d'intérêt régional. Il y a aujourd'hui des difficultés : nous allons les examiner et trouver des solutions. En ce qui concerne le site de Belfort, que vous avez cité, l'engagement pris est d'y réaliser le TGV du futur, pour garantir la possibilité d'une pleine charge dans les années qui viennent.

Je suis convaincu, je le répète, que la fusion entre Alstom et Siemens, qui permettra de constituer le deuxième géant industriel ferroviaire mondial, est la seule façon de résister à la concurrence chinoise.

M. Daniel Fasquelle. C'est faux !

M. Bruno Le Maire, *ministre .* N'oublions pas que le géant chinois qui a émergé en quinze ans et est aujourd'hui le leader mondial a pris tous les marchés aux États-Unis et souhaite faire de même en Europe. La meilleure façon de maintenir l'activité à Reichshoffen, à Belfort et sur tous les sites d'Alstom est de constituer un géant industriel européen.

Monsieur Reiss, je connais votre attachement à l'Alsace comme à l'Europe : un géant industriel européen est la seule bonne réponse aux défis industriels qui nous attendent. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM et sur quelques bancs du groupe MODEM.)*

Données clés

Auteur : M. Frédéric Reiss
Circonscription : Bas-Rhin (8e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 411
Rubrique : Industrie
Ministère interrogé : Économie et finances
Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 14 décembre 2017
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 décembre 2017